

QUI SONT LES RÉACTIONNAIRES?...

En ne votant pas «Mitterrand» le 5 décembre, en vous abstenant, vous ferez le jeu de la réaction, vous permettrez la continuité du régime gaulliste. Certes il n'est pas un anarchiste qui ne souhaite effectivement voir le régime gaulliste, et De Gaulle avec lui, balayés hors de la scène politique française. La perspective d'infliger une défaite cuisante à la hautaine suffisance de De Gaulle est, il est vrai, une tentation alléchante pour ceux qui ont dû subir son arrogance pendant sept ans. Il peut donc sembler étrange que nous ne saisissons pas l'occasion qui nous est offerte le 5 décembre pour tenter de mettre fin à son règne. Reste à savoir si un militant révolutionnaire se place du point de vue de la satisfaction subjective de certaines rancœurs ou de l'efficacité de la lutte pour l'abolition de l'exploitation. En effet, le problème tel qu'il nous est présenté est le type même du faux problème, du problème piège. On tend à nous faire transférer sur De Gaulle l'insatisfaction accumulée pendant ces années, alors qu'elle n'a rien à voir, ou presque, avec le dirigeant mais qu'elle a ses sources dans le système social où nous vivons. Ce qu'il est nécessaire de déterminer, d'après nous, c'est si la défaite de De Gaulle peut entraîner une nouvelle orientation de la politique sociale en France, et dans ce cas seulement s'abstenir serait effectivement adopter une attitude contre-révolutionnaire. Dans le cas contraire nous prétendons que demander de voter le 5 décembre c'est détourner les travailleurs de la lutte contre les causes réelles de leurs situation, c'est leur demander de se défouler contre un bouc émissaire, c'est les démobiliser et les berner une fois de plus.

De Gaulle, c'est bien connu, joue la politique du grand capital, des monopoles; c'est dans leur intérêt qu'a été établi le plan de stabilisation ainsi que le 5^{ème} plan. Leur but est de transformer l'économie française en une économie compétitive, capable de se lancer à la conquête des marchés étrangers. Pour cela il leur faut produire plus et à meilleur marché, c'est-à-dire perfectionner les instruments de production en opérant des concentrations et en introduisant l'automatisation. Cela impose de couler les petites industries qui sont un fardeau, et d'investir d'énormes sommes dans l'infrastructure qui permettra l'automation. Où les trouver? Dans une compression des salaires; comment l'obtenir? en disposant d'une masse de chômeurs (plan de stabilisation et 5^{ème} plan). Ce n'est pas «l'orgueil» de De Gaulle, comme des explications idéalistes voudraient nous le faire croire, qui l'amène à s'opposer aux U.S.A. et à poursuivre une politique «d'*indépendance nationale*»: c'est l'opposition entre les monopoles américains et les monopoles français qui cherchent à conquérir leur autonomie et, dans certains secteurs, à s'étendre aux dépens des premiers. Il en est de même pour la fameuse «ouverture» vers les pays de l'Est et vers la Chine qui vise à conquérir des marchés dans des zones où la concurrence américaine est la moins redoutable.

Que propose Mitterrand et que peut-il faire? Certainement pas la révolution, c'est donc dire qu'il devra, dans le cadre de l'économie capitaliste, soit poursuivre la politique de De Gaulle sans De Gaulle, soit laisser le champ libre à la concurrence américaine, en maintenant toujours le système d'exploitation de l'homme par l'homme. En tout cas, ce qui est sûr, et il n'y a qu'à se référer aux exemples de Nenni en Italie et de Wilson en Grande-Bretagne, c'est qu'il pourra démobiliser la classe ouvrière et lui arracher des concessions que les monopoles ont du mal à lui arracher, sous prétexte que pour réussir une politique de «gauche» la collaboration et le sacrifice des travailleurs sont nécessaires. Cette analyse, qui voudrait, montrer que les travailleurs n'ont rien à gagner à l'élection de Mitterrand, est commune à des détails près, aux anarchistes et aux branches du marxisme qui se prétendent révolutionnaires. Mais l'analogie s'arrête là car alors qu'une candidature basée sur un «programme de classe» comblerait leurs désirs, nous prétendons pour notre part qu'appeler à voter même pour une telle candidature serait détourner les travailleurs de la voie révolutionnaire. Ou bien les travailleurs ont assez de force pour s'imposer face aux classes dominantes, et ils n'ont alors aucun besoin des artifices de la démocratie bourgeoise, ou bien ils ne sont pas assez forts et en faisant de la propagande autour du mythe électoral on dévie leur lutte de classe vers des voies de garage. On nous objectera que du moins, le fait soit de présenter un candidat «pour toute la gauche», soit de présenter un candidat sur un «programme de classe» don ne aux travailleurs l'occasion d'une prise de conscience de leur force et de leur unité. Nous prétendons qu'au contraire c'est là une occasion de dissoudre leur conscience

de classe en lui assignant un but qui n'est pas le sien. De toute façon la pratique électorale s'inscrivant dans la stratégie qui consiste à s'emparer du pouvoir politique comme «*préalable*» à l'accomplissement de la révolution qui ne vient «*qu'après*», nous ne pouvons que dénoncer cette pratique et cette stratégie comme portant en elles-mêmes la négation de ce qu'elles prétendent atteindre. L'histoire est là pour nous le montrer, la conquête du pouvoir politique à travers la méthode électorale ou le coup d'État, par les «*représentants-des-travailleurs*» n'a jamais mené à une révolution et, ce qui est plus grave, la lutte dans laquelle on entraîne le prolétariat pour cette conquête du pouvoir politique le détourne de la seule méthode révolutionnaire qui soit: la prise de conscience dans la lutte à travers l'action directe.

En votant le 5 décembre ce n'est pas un «*pas en avant*» que tu feras faire à l'émancipation de l'homme, mais bien au contraire tu ne feras que la retarder. Ce n'est pas non plus en t'abstenant purement et simplement que tu contribueras à cette marche en avant, et nous ne nous reconnaissons pas dans tous les abstentionnistes, mais en démythifiant la pratique électorale, en luttant avec nous par l'action directe, pour la gestion directe fédéraliste.

TOMAS.
